

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux**

**BÂTIMENT  
ET TRAVAUX PUBLICS**

PROTOCOLE DU 6 NOVEMBRE 1997

DE MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE FORMATION PROFESSIONNELLE  
DE L'OPCA BÂTIMENT ET DE L'OPCA TRAVAUX PUBLICS

NOR : ASET0850137M

Entre :

La fédération nationale du bâtiment (FNB) ;  
La fédération nationale des travaux publics (FNTF) ;  
La fédération nationale des sociétés coopératives de production (FNSCOP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;  
La fédération BATIMAT-TP CFTC ;  
La fédération nationale des travailleurs de la construction CGT ;  
La fédération générale du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO ;

Le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics (SNCT-BTP) CGC,

D'autre part,

Vu l'accord national du 18 décembre 1995 relatif à la formation professionnelle dans le bâtiment portant création de l'OPCA bâtiment ;

Vu l'accord national du 14 avril 1997 relatif à la formation professionnelle dans les travaux publics portant création de l'OPCA travaux publics ;

Considérant leur volonté :

- d'assurer la primauté des décisions politiques en matière de formation en les dissociant des activités de gestion et du service de proximité aux entreprises et aux salariés ;

- de maintenir une cohésion entre bâtiment et travaux publics en optant pour des opérateurs communs au niveau national et au niveau régional dans la mise en œuvre de la formation professionnelle pour les branches du bâtiment et des travaux publics et d'en préserver la cohérence générale sur l'ensemble du territoire dans l'intérêt des entreprises et des salariés.

Les signataires rappellent que :

1. L'OPCA bâtiment et l'OPCA travaux publics exercent les missions politiques et les responsabilités financières qui leur sont confiées par les textes dans le domaine de la formation professionnelle :
  - les décisions politiques et les choix stratégiques en référence aux accords et aux orientations définis par les partenaires sociaux ;
  - la détermination des budgets affectés chaque année aux actions de formation et au fonctionnement du dispositif ;
  - l'évaluation et le contrôle des actions entreprises et de l'utilisation des fonds.
2. Conformément à leurs accords constitutifs, les OPCA délèguent, dans le cadre des budgets qu'ils ont déterminés, l'exercice des missions suivantes :
  - la mise en œuvre de l'information et de la sensibilisation, d'un service de proximité et d'aide au conseil auprès des entreprises et des salariés ;
  - la mise en œuvre du financement des actions de formation et, notamment la gestion des fonds mutualisés, dans le cadre des décisions prises par les OPCA ;
  - les études et l'ingénierie de formation ;
  - l'élaboration de procédures et de méthodes communes et homogènes de gestion administrative, comptable, informatique et statistique.

Ils mandatent leurs représentants dans les OPCA :

1. Pour désigner le GFC-BTP et les AREF en tant qu'opérateurs paritaires communs à l'OPCA bâtiment et à l'OPCA travaux publics, chargés de la mise en œuvre de la formation professionnelle, pour les branches du bâtiment et des travaux publics ;
2. Pour établir des conventions entre chaque OPCA, le GFC-BTP et les AREF de façon à préciser les missions confiées à chacun des niveaux et favoriser entre eux une forte interactivité, sur la base du document type figurant en annexe I ci-jointe.

Au niveau national, le GFC-BTP assurera pour le compte et dans le cadre des décisions de chaque OPCA, notamment :

- la cohérence d'ensemble des missions déléguées et, à cet effet, la mise en œuvre de procédures et de méthodes communes et homogènes ;
- la gestion administrative, comptable, statistique et informatique ainsi que la consolidation des données et leur contrôle ;
- la gestion des différents régimes et des fonds mutualisés ;
- l'animation du réseau régional pour l'ingénierie, les procédures et outils communs et la mise en œuvre de politiques d'études coordonnées décidées par les OPCA ;
- le rôle de centre de ressources au service des OPCA et des AREF.

Au niveau régional, les AREF seront chargées essentiellement :

- de l'information, de la sensibilisation, du service de proximité et du conseil en formation aux entreprises, aux salariés et aux jeunes qui entrent dans la profession ;
  - de la relation avec l'offre de formation ;
  - de la mise en œuvre des financements des formations sur des enveloppes ouvertes au titre des fonds mutualisés.
3. Pour assurer le cofinancement du fonctionnement du GFC-BTP et des AREF pour l'exercice des missions communes déléguées dans des conditions à fixer entre les deux OPCA et dans le cadre des budgets votés par leur conseil d'administration. Le financement des missions communes déléguées sera calculé sur la base des collectes et des décaissements des OPCA à taux fixé d'un commun accord par les deux OPCA.

Ils décident de demander à leurs représentants au niveau national et au niveau régional :

1. De mettre en conformité les statuts du GFC-BTP et des AREF avec les principes énoncés ci-dessus conformément aux nouveaux textes figurant en annexes II et III ci-jointes avant le 31 décembre 1997 ;
2. De signer les conventions de délégation en annexe I afin de rendre le nouveau dispositif opérationnel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998 ;
3. De réviser les modes de fonctionnement du dispositif notamment par la réduction du nombre d'administrateurs et du nombre de réunions statutaires.

Fait à Paris, le 6 novembre 1997.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

---

### **Convention tripartite de mise en œuvre de la politique de formation professionnelle de l'OPCA**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Objet*

La présente convention a pour objet de déléguer, en application de l'accord du (18 décembre 1995/14 avril 1997), au GFC-BTP et à l'AREF, les missions prévues par l'article (x) dudit accord.

#### **Article 2**

##### *Cadre de la délégation*

Le GFC-BTP et l'AREF s'engagent à exercer leur action conformément, d'une part, aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la formation professionnelle, aux dispositions conventionnelles régissant la formation dans le secteur (du bâtiment/des travaux publics) et, d'autre part, à l'accord (du 18 décembre 1995/14 avril 1997) et à ses avenants ultérieurs, ainsi qu'au protocole de mise en œuvre des politiques de formation professionnelle de l'OPCA bâtiment et de l'OPCA travaux publics du 6 novembre 1997.

#### **Article 3**

##### *Missions déléguées à l'AREF*

L'OPCA délègue, sous sa responsabilité, sous son contrôle et dans le cadre des missions confiées au GFC-BTP au titre de la coordination des AREF.

##### **3.1. Information. – Conseil. – Service de proximité**

L'information et le conseil en formation auprès des entreprises et des salariés relevant du champ professionnel de l'OPCA, à partir des éléments mis à sa disposition par le GFC-BTP et l'OPCA.

Ce conseil peut porter sur :

- l'information sur les divers dispositifs de formation professionnelle et les concours financiers qui leur sont attachés ;
- l'aide à l'entreprise pour élaborer ses projets de formation et l'assistance à leur réalisation ;
- la qualité de l'offre de la formation ;
- la mise en place d'une évaluation des actions de formation.

##### **3.2. Analyse de la demande et qualité de l'offre de formation**

- recueil et analyse des besoins en compétences des entreprises et des salariés, en liaison avec la profession et en relation avec l'environnement institutionnel ;

- aide au choix professionnel, au recrutement des jeunes, à l'élaboration de parcours de formation de qualité, à l'accompagnement et à la formation de tuteurs dans le cadre de l'alternance ;
- travail avec les formateurs pour faire évoluer l'offre afin de l'adapter aux besoins des entreprises et des salariés.

### 3.3. Instruction et financement des actions de formation

L'AREF est chargée de la mise en œuvre des financements des formations sur les enveloppes ouvertes au titre des fonds mutualisés de l'OPCA selon des modalités qui lui sont précisées chaque année par l'intermédiaire du GFC-BTP.

A ce titre, l'AREF a délégation de signature pour engager les fonds dans les limites des enveloppes décidées par l'OPCA qui lui sont notifiées annuellement par l'intermédiaire du GFC-BTP pour le financement des actions de formation.

Dans ce cadre, l'AREF est chargée de l'examen et de l'instruction des demandes de prise en charge, des engagements financiers, du contrôle des demandes de remboursement et de leur saisie informatique.

L'AREF a communication en temps réel de la situation du compte des entreprises et des dépenses de formation qu'elles réalisent à ce titre (option A).

En outre, l'AREF apporte son concours aux entreprises pour :

- solliciter toutes les sources de financement, notamment auprès des directions départementales et régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, des conseils régionaux et des représentants régionaux chargés de la mise en œuvre des programmes communautaires en liaison avec la profession. L'AREF informe le GFC-BTP, qui en avise l'OPCA, des concours financiers versés, dans ce cadre, aux entreprises relevant du champ de l'OPCA ;
- déposer, auprès des administrations compétentes au niveau départemental, les dossiers nécessaires à la mise en œuvre des contrats d'insertion en alternance ;
- l'accompagnement d'opérations particulières mises en place par la profession.

### 3.4. Réalisation d'actions particulières d'initiative régionale

D'autres actions peuvent être organisées après en avoir référé à l'OPCA par l'intermédiaire du GFC-BTP, dans la mesure où elles sont compatibles avec les missions déléguées.

### 3.5. Engagement de l'AREF

L'AREF s'engage à :

- respecter les règles et les procédures communes de gestion qui lui sont données par le GFC-BTP et à utiliser les outils mis en place à cet effet, en particulier les programmes informatiques et comptables ;
- ne pas dépasser les enveloppes décidées par l'OPCA qui lui sont notifiées annuellement pour le financement des actions de formation ;
- accepter tout contrôle de la gestion des stages par l'OPCA ou toute personne désignée par lui, à respecter les procédures de sauvegarde et à conserver en archives tous les documents et justificatifs nécessaires à ces contrôles ;

- faire remonter à l'OPCA, par l'intermédiaire du GFC-BTP, tous les éléments nécessaires pour l'établissement de situations intermédiaires et du bilan annuel détaillé financier, qualitatif et quantitatif, ainsi que, les synthèses d'analyses de besoins de compétences et de formations ;
- inscrire ses projets d'études dans le cadre des politiques d'études coordonnées décidées par l'OPCA et à participer, si elle dispose de ressources prévues à cet effet, à leur financement.

## **Article 4**

### *Missions déléguées au GFC-BTP*

Le GFC-BTP est chargé dans le cadre de la présente convention de :

- la cohérence d'ensemble des missions et à cet effet de l'élaboration et de la mise en œuvre de procédures et de méthodes communes et homogènes ;
- le suivi des adhérents en liaison avec l'organisme chargé de la perception des collectes pour le compte de l'OPCA ;
- la gestion administrative, comptable, statistique et informatique, et notamment de la consolidation des données et de leur contrôle ;
- la gestion des différents régimes et des fonds mutualisés dans le cadre des décisions de l'OPCA ;
- l'animation du réseau régional pour l'ingénierie, les outils et démarches communes et de la mise en œuvre de politiques d'études coordonnées décidées par l'OPCA ;
- le rôle de centre de ressources pour l'AREF et pour l'OPCA.

Il est également chargé, sous le contrôle et la responsabilité de l'OPCA, de l'expertise des actions et budgets de l'AREF et de l'utilisation des fonds.

## **Article 5**

### *Budgets*

#### 5.1. Budget formation

Le conseil d'administration de l'OPCA établit chaque année, au plus tard au 31 août, un cadrage politique et financier des actions déléguées pour l'année suivante.

L'AREF, à partir des éléments ainsi déterminés, propose un plan annuel de l'ensemble de l'activité et des missions déléguées avec les prévisions budgétaires correspondantes. Le GFC-BTP consolide l'ensemble des propositions des AREF et les transmet au plus tard le 31 octobre à l'OPCA pour décision.

Le conseil d'administration de l'OPCA informe le GFC-BTP et l'AREF de ses décisions, au plus tard le 30 novembre, charge au GFC-BTP d'en assurer la mise en œuvre à l'égard de l'AREF.

#### 5.2. Budget de fonctionnement

Le conseil d'administration de l'OPCA adopte chaque année l'annexe financière relative à la mise en œuvre des actions prévues à l'article 3.

En application de la présente convention et en contrepartie des missions effectuées pour le compte de l'OPCA, l'AREF présente au GFC-BTP chaque année, selon le même calendrier que ci-dessus, un budget prévisionnel de fonctionnement en distinguant les missions définies à l'article 3 de la présente convention et en y joignant en annexe un état détaillé des rémunérations par poste de travail.

Ce budget prévisionnel est établi sur la base des principes figurant en annexe.

L'attribution des indemnisations de fonctionnement est assortie chaque année de règles qui doivent être observées par l'AREF et dont le contrôle est assuré par le GFC-BTP sur les points suivants :

- respect des instructions comptables ;
- fourniture dans les délais prévus des documents nécessaires à l'établissement des prévisions budgétaires et du bilan comptable ;
- présentation identique et conforme au plan comptable des documents comptables ;
- certification des comptes de l'AREF par le commissaire aux comptes de l'OPCA.

Des versements provisionnels sont effectués en début de chaque trimestre, avec une régularisation en fin d'exercice au vu des réalisations effectives.

Seuls les frais liés aux missions expressément déléguées par l'OPCA peuvent faire l'objet d'un financement par l'OPCA. A ceux-ci peuvent s'ajouter des financements pour des actions particulières d'initiative régionale après accord du conseil d'administration de l'OPCA.

## **Article 6**

### *Missions incompatibles*

L'AREF, conformément à la réglementation de la formation professionnelle, s'engage à n'exercer aucune activité de formation professionnelle.

Par ailleurs, l'AREF s'engage à informer l'OPCA et le GFC-BTP de tout contrat de formation ou d'études conclu avec des organismes ayant des administrateurs ou des salariés communs auxdits organismes et à l'AREF (art. R. 964-1-4 du code du travail).

## **Article 7**

### *Compte rendu d'activité*

Dans le cadre de ses obligations vis-à-vis de l'OPCA, l'AREF rend compte mensuellement de son activité au GFC-BTP, en application d'un cahier des charges établi par le GFC-BTP.

Le GFC-BTP est chargé du suivi de la présente convention. Chaque année, il fournit à l'OPCA un bilan détaillé, financier, qualitatif et quantitatif de l'exécution de la convention, et notamment des missions prévues à l'article 3.

## **Article 8**

### *Relations OPCA/GFC-BTP/AREF*

L'OPCA peut diligenter sur place tout contrôle financier et de respect des procédures auprès du GFC-BTP et de l'AREF.

Pour une bonne exécution de la convention, l'OPCA communique au GFC-BTP et à l'AREF les décisions prises par le conseil d'administration de l'OPCA.

## **Article 9**

### *Date d'effet et durée*

La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Elle est conclue pour une durée de 1 an et renouvelable par tacite reconduction par période annuelle, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

## **Article 10**

### *Révision. – Dénonciation*

En cas de modification législative, réglementaire ou conventionnelle, la présente convention peut être révisée à l'initiative de l'OPCA.

En cas de manquement grave aux dispositions de la présente convention, le président et le vice-président de l'OPCA peuvent suspendre la délégation de signature et prendre les mesures conservatoires d'urgence qui s'imposent.

Sauf dans les cas visés à l'alinéa ci-dessus, la dénonciation doit intervenir au plus tard le 30 juin de chaque année civile et prend effet au 31 décembre de la même année civile.

En cas de dénonciation de la présente convention et en cas de différend majeur, il est constitué une commission de conciliation composée des présidents et vice-présidents de l'OPCA, du GFC-BTP et de l'AREF. Les propositions de la commission de conciliation sont soumises à chacun des conseils d'administration.



PRINCIPE POUR ÉTABLIR L'ANNEXE FINANCIÈRE TYPE  
À LA CONVENTION TRIPARTITE

Le principe retenu pour établir l'annexe financière type à la convention tripartite repose sur les 2 points suivants :

- les frais de gestion et d'information sont calculés au niveau national, d'une part, sur la collecte et, d'autre part, sur les décaissements, en référence à la réglementation en vigueur ;
- la volonté de maintenir l'activité et le dynamisme régional tout en permettant au réseau de faire face à son obligation de limitation des frais de gestion en retenant la corrélation avec l'activité réalisée.

Les modalités concrètes de l'annexe financière seront élaborées au cours du premier semestre 1998.

L'objectif est d'asseoir l'indemnisation du GFC et des AREF sur 3 postes :

- une dotation de base permettant d'assurer une présence sur l'ensemble du territoire national ;
- une indemnisation liée à l'activité réalisée en respectant un cahier des charges qualité, tant en termes d'information et de conseil que d'inspection et de suivi des dossiers ;
- une indemnisation pour des actions particulières réalisées à la demande du niveau régional ou à la demande du niveau national.

## ANNEXE II

---

### **Eléments de mise en conformité des statuts du GFC-BTP**

Les présents statuts du groupement professionnel paritaire pour la formation continue dans les industries du bâtiment et des travaux publics dénommé ci-après GFC-BTP sont établis conformément au protocole d'accord du 6 novembre 1997 relatif à la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle de l'OPCA bâtiment et de l'OPCA travaux publics.

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Forme juridique, siège social*

Le GFC-BTP est créé, pour une durée illimitée, sous la forme d'une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Le siège social de l'association est situé au 6, rue Beaubourg, Paris 4<sup>e</sup>. Il peut être modifié à tout moment par le conseil d'administration.

#### **Article 2**

##### *Objet*

Le GFC-BTP a pour objet d'assurer la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle de l'OPCA bâtiment et de l'OPCA travaux publics, le développement de la formation professionnelle continue au bénéfice des entreprises et des salariés du bâtiment et des travaux publics, et la coordination des AREF.

Son action se situe dans le cadre :

- de l'accord national du 18 décembre 1995 relatif à la formation professionnelle dans le bâtiment portant création de l'OPCA bâtiment ;
- de l'accord national du 14 avril 1997 relatif à la formation professionnelle dans les travaux publics portant création de l'OPCA travaux publics ;
- du protocole de mise en œuvre des politiques de formation professionnelle de l'OPCA bâtiment et de l'OPCA travaux publics du 6 novembre 1997 ;
- et dans le respect des décisions des conseils d'administration des OPCA,

ainsi que dans le cadre des orientations générales arrêtées par les commissions paritaires nationales de l'emploi du bâtiment et des travaux publics.

#### **Article 3**

##### *Composition*

Le GFC-BTP est composé des organisations d'employeurs suivantes :

- la fédération nationale du bâtiment (FNB) ;

- la fédération nationale des travaux publics (FNTF) ;
- la fédération nationale des sociétés coopératives de production (FNSCOP).

Et des organisations de salariés suivantes :

- la fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;
- la fédération BATIMAT-TP CFTC ;
- la fédération nationale des travailleurs de la construction CGT ;
- la fédération générale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO ;
- le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics (SNCT-BTP) CGC.

## **Article 4**

### *Conseil d'administration*

#### 4.1. Composition. – Membres

Le GFC-BTP est administré par un conseil d'administration composé de 5 administrateurs titulaires et de 5 administrateurs suppléants, appartenant au collège des employeurs et de 5 administrateurs titulaires et de 5 administrateurs suppléants appartenant au collège des salariés.

Le nombre et la répartition de ces administrateurs titulaires sont fixés comme suit :

Collège employeurs :

- FNB : 2 ;
- FNTF : 2 ;
- FNSCOP : 1.

Collège salariés :

- CFTD : 1 ;
- CFTC : 1 ;
- CGC : 1 ;
- CGT : 1 ;
- CGT-FO : 1.

Les administrateurs suppléants ne participent aux réunions du conseil d'administration qu'en l'absence des titulaires. Ils sont destinataires de tous les documents du conseil d'administration au même titre que les administrateurs titulaires.

En cas d'indisponibilité d'un administrateur, son organisation peut donner mandat à un membre du même collège. Aucun administrateur ne peut disposer de plus d'un mandat.

Les administrateurs du GFC-BTP sont désignés pour 2 ans ; leur mandat est bénévole et renouvelable. En cas de vacance d'un poste d'administrateur, il est immédiatement pourvu à son remplacement.

Le conseil d'administration élit en son sein pour 2 ans un président, un vice-président trésorier, un trésorier adjoint et un secrétaire, avec les règles d'alternance (le président et le trésorier adjoint appartenant à un collège, le vice-président trésorier et le secrétaire appartenant à l'autre collège) et de rotation à l'intérieur de chaque collège.

## 4.2. Compétences

Le conseil d'administration arrête chaque année son budget de fonctionnement, approuve les comptes de l'exercice clos au vu des rapports du commissaire aux comptes désigné à cet effet, et vote le budget de l'exercice suivant en y joignant en annexe un état détaillé des rémunérations par poste de travail.

Il élabore un règlement intérieur qui fixe les modalités de fonctionnement du GFC-BTP, y compris dans ses relations avec les AREF, non prévues par les présents statuts. Les dispositions du règlement intérieur ne peuvent, en aucun cas, être contraires à celles des présents statuts.

Il peut déléguer ses pouvoirs, en cas de nécessité, conjointement au président et au vice-président trésorier.

## 4.3. Convocations. – Délibérations

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président et du vice-président trésorier 6 fois par an. La convocation est de droit chaque fois qu'elle est demandée par au moins la moitié des membres d'un collège, saisissant le président à cet effet, en précisant la ou les questions qu'ils désirent soumettre au conseil d'administration.

L'ordre du jour est arrêté par le président et le vice-président trésorier. L'ordre du jour comporte obligatoirement les questions ayant fait l'objet d'une demande de réunion présentée par la moitié au moins des administrateurs, membres d'un même collège.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si au moins 3 des membres de chacun des collèges le composant statutairement sont présents ou valablement représentés. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué à nouveau dans un délai de 8 jours et peut délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le vote a lieu par collège. Les décisions ne sont adoptées que si, respectivement dans chacun des deux collèges, elles ont recueilli la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Les délibérations sont constatées par procès-verbal signé par le président et le vice-président trésorier et approuvé lors du conseil suivant. Une copie du procès-verbal est envoyée aux organisations nationales d'employeurs et de salariés signataires des présents statuts.

## 4.4. Missions du conseil d'administration

Dans le cadre des missions qui sont confiées au GFC-BTP, le conseil d'administration s'attache à mettre en œuvre les moyens propres à réaliser l'ensemble des missions déléguées telles qu'elles sont fixées par le protocole de mise en œuvre des politiques de formation professionnelle de l'OPCA bâtiment et de l'OPCA travaux publics, et les conventions de délégation :

- la cohérence d'ensemble des missions et à cet effet de l'élaboration et de la mise en œuvre de procédures et de méthodes communes et homogènes ;

- le suivi des adhérents en liaison avec l'organisme chargé de la perception des collectes pour le compte de chaque OPCA ;
- la gestion administrative, comptable, statistique et informatique, et notamment de la consolidation des données et de leur contrôle ;
- la gestion des différents régimes et des fonds mutualisés dans le cadre des décisions de chacun des OPCA ;
- l'animation du réseau régional pour l'ingénierie, les outils et démarches communes et la mise en œuvre de politiques d'études coordonnées décidées par l'OPCA ;
- le rôle de centre de ressources pour les AREF et les OPCA.

## **Article 5**

### *Présidence de l'association*

Le président et le vice-président trésorier assurent le fonctionnement régulier du GFC-BTP dans le cadre des décisions prises par le conseil d'administration et conformément aux statuts.

Le président préside les réunions du conseil d'administration. Il représente le GFC-BTP en justice et dans les actes de la vie civile sur mandat du conseil d'administration.

Avec le vice-président trésorier, il signe tous les actes et délibérations et fait ouvrir, au nom du GFC-BTP, tout compte auprès d'une banque sur mandat du conseil d'administration.

## **Article 6**

### *Directeur*

Le conseil d'administration nomme le directeur du GFC-BTP après consultation du conseil d'administration de chaque OPCA. Il fixe ses pouvoirs, attributions et rémunération.

Le directeur participe aux réunions du conseil d'administration dont il exécute les décisions. Le président peut lui déléguer avec l'accord du conseil d'administration certains de ses pouvoirs.

Le directeur organise et dirige les services du GFC-BTP dans le cadre de la politique adoptée par le conseil d'administration et dans la limite du budget voté à cet effet.

## **Article 7**

### *Ressources et dépenses*

Les ressources de l'association sont constituées de contributions des OPCA ainsi que de toutes les ressources autorisées par la législation en vigueur.

Les dépenses de l'association sont celles qu'elle engage pour la réalisation des objectifs de l'association tels qu'ils sont décrits par les présents statuts.

## **Article 8**

### *Modification des statuts*

Les présents statuts peuvent être modifiés par avenant par les signataires.

La demande de modification doit être adressée par toute organisation membre de l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception, à chaque signataire.

La modification des statuts est décidée selon les modalités prévues à l'article 4.3 « Convocation. – Délibérations ».

## **Article 9**

### *Dissolution*

La dissolution de l'association peut être décidée par un conseil d'administration spécialement convoqué à cet effet sur demande, et statue dans les conditions prévues à l'article 4.3 « Convocation. – Délibérations ».

## **Article 10**

### *Dépôt des statuts*

Les présents statuts font l'objet des formalités de dépôt auprès de l'autorité administrative compétente par le président du GFC-BTP.

## ANNEXE III

---

### **Association régionale paritaire pour le développement de la formation continue dans le bâtiment et les travaux publics**

#### *Statuts*

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Dénomination et siège social*

Il est constitué, entre les adhérents au présent statut, pour une durée illimitée, une association professionnelle régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination « association régionale paritaire pour le développement de la formation continue dans le bâtiment et les travaux publics de la région ».

Le siège de l'association est fixé à... Il peut être transféré en tout autre endroit par simple décision du conseil d'administration.

#### **Article 2**

##### *Objet*

L'association a pour objet la mise en œuvre et le développement de la formation professionnelle continue au bénéfice des entreprises et des salariés du bâtiment et des travaux publics de la région.

Son action se situe dans le cadre :

- de l'accord national du 18 décembre 1995 relatif à la formation professionnelle dans le bâtiment portant création de l'OPCA bâtiment, de l'accord national du 14 avril 1997 relatif à la formation professionnelle dans les travaux publics portant création de l'OPCA travaux publics ;
- du protocole de mise en œuvre des politiques de formation professionnelle de l'OPCA bâtiment et de l'OPCA travaux publics du 6 novembre 1997, et dans le respect des décisions des conseils d'administration des OPCA,

ainsi que dans le cadre :

- des orientations générales arrêtées par les commissions paritaires nationales de l'emploi du bâtiment et des travaux publics ;
- des orientations définies régionalement par les commissions paritaires régionales de l'emploi et de la formation.

## Article 3

### *Missions*

Dans le cadre des missions déléguées par l'OPCA bâtiment et par l'OPCA travaux publics, et sous leur contrôle, l'association est tenue d'assurer :

#### 3.1. Information. – Conseil. – Service de proximité

L'information et le conseil en formation auprès des entreprises et des salariés relevant du champ professionnel de chacun des OPCA, à partir des éléments mis à sa disposition par le GFC-BTP et les OPCA.

Ce conseil peut porter sur :

- l'information sur les divers dispositifs de formation professionnelle et les concours financiers qui leur sont attachés ;
- l'aide à l'entreprise pour élaborer ses projets de formation et l'assistance à leur réalisation ;
- la qualité de l'offre de la formation ;
- la mise en place d'une évaluation des actions de formation.

#### 3.2. Analyse de la demande et qualité de l'offre de formation

Recueil et analyse des besoins en compétences des entreprises et des salariés, en liaison avec la profession et en relation avec l'environnement institutionnel.

Aide au choix professionnel, au recrutement des jeunes, à l'élaboration de parcours de formation de qualité, à l'accompagnement et à la formation de tuteurs dans le cadre de l'alternance.

Travail avec les formateurs pour faire évoluer l'offre afin de l'adapter aux besoins des entreprises et des salariés.

#### 3.3. Instruction et financement des actions de formation

L'AREF est chargée de la mise en œuvre des financements des formations sur les enveloppes ouvertes au titre des fonds mutualisés des OPCA selon des modalités qui lui sont précisées chaque année par l'intermédiaire du GFC-BTP.

A ce titre, l'AREF a délégation de signature pour engager les fonds dans les limites des enveloppes décidées par les OPCA qui lui sont notifiées annuellement par l'intermédiaire du GFC-BTP pour le financement des actions de formation.

Dans ce cadre, l'AREF est chargée de l'examen et de l'instruction des demandes de prises en charge, des engagements financiers, du contrôle des demandes de remboursement et de leur saisie informatique.

L'AREF a communication en temps réel de la situation du compte des entreprises et des dépenses de formation qu'elles réalisent à ce titre (option A).



En outre, l'AREF apporte son concours aux entreprises pour :

- solliciter toutes les sources de financement, notamment auprès des directions départementales et régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, des conseils régionaux et des représentants régionaux chargés de la mise en œuvre des programmes communautaires en liaison avec la profession. L'AREF informe le GFC-BTP, qui en avise les OPCA, des concours financiers versés, dans ce cadre, aux entreprises relevant du champ de chacun des OPCA ;
- déposer, auprès des administrations compétentes au niveau départemental, les dossiers nécessaires à la mise en œuvre des contrats d'insertion en alternance ;
- l'accompagnement d'opérations particulières mises en place par la profession.

### 3.4. Réalisation d'actions particulières d'initiative régionale

D'autres actions peuvent être organisées après en avoir référé à l'OPCA concerné par l'intermédiaire du GFC-BTP, dans la mesure où elles sont compatibles avec les missions déléguées.

## Article 4

### *Règles et procédures*

Pour l'exercice des missions déléguées, l'AREF s'engage à :

- respecter les règles et les procédures communes de gestion qui lui sont données par le GFC-BTP et à utiliser les outils mis en place à cet effet, en particulier les programmes informatiques et comptables ;
- à ne pas dépasser les enveloppes décidées par chacun des OPCA qui lui sont notifiées annuellement pour le financement des actions de formation ;
- à accepter tout contrôle de la gestion des stages par les OPCA ou toute personne désignée par lui, à respecter les procédures de sauvegarde et à conserver en archives tous les documents et justificatifs nécessaires à ces contrôles ;
- à faire remonter aux OPCA, par l'intermédiaire du GFC-BTP, tous les éléments nécessaires pour l'établissement de situations intermédiaires et du bilan annuel détaillé financier, qualitatif et quantitatif, ainsi que, les synthèses d'analyses de besoins de compétences et de formations ;
- à inscrire ses projets d'études dans le cadre des politiques d'études coordonnées par le GFC-BTP et décidées par les OPCA.

## Article 5

### *Composition*

L'association est composée des organisations d'employeurs suivantes :

- la fédération régionale du bâtiment (FRB) ;
- la fédération régionale, des travaux publics (FRTP) ;
- l'union fédérale des sociétés coopératives de production du BTP,

et des organisations de salariés suivantes :

- l'union régionale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

- l’union régionale CFTC-BTP ;
- l’union régionale des travailleurs de la construction CGT ;
- la fédération régionale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO ;
- le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics (SNCT-BTP) CGC.

## **Article 6**

### *Conseil d’administration*

#### 6.1. Composition. – Membres

L’association est administrée par un conseil d’administration paritaire composé d’un nombre égal de représentants des organisations d’employeurs et de salariés constituant l’association, soit au maximum 10 titulaires par collège.

Le nombre et la répartition de ces représentants sont fixés comme suit :

Collège employeurs (la répartition fait l’objet d’un accord régional) :

- fédération régionale du bâtiment ;
- fédération régionale des travaux publics ;
- union fédérale des sociétés coopératives de production du BTP.

Total collège employeurs : 10.

Collège salariés :

- CFDT : 2 ;
- CFTC : 2 ;
- CGC : 2 ;
- CGT : 2 ;
- CGT-FO : 2.

Total collège salariés : 10.

Les membres sont désignés par leur organisation et sont réputés avoir mandat pour l’engager. La durée du mandat des administrateurs est fixée à 2 ans, leur mandat est renouvelable.

En cas de vacance d’un administrateur (décès, démission, retrait de mandat), l’organisation qui l’a désigné pourvoit à son remplacement. Les pouvoirs du nouvel administrateur prennent fin à la date à laquelle devrait normalement expirer le mandat de l’administrateur remplacé.

Nul ne peut être membre du conseil d’administration s’il ne justifie de l’exercice pendant 5 ans au moins d’une profession, d’un métier ou d’une activité salariée dans les branches du bâtiment et des travaux publics.

#### 6.2. Démission. – Radiation

La qualité de membre se perd par :

- retrait du mandat par l’organisation d’appartenance ;
- démission, celle-ci doit être signifiée par lettre recommandée adressée au président de l’association ;

- radiation, celle-ci est prononcée par le conseil d'administration pour l'inobservation des statuts ou du règlement intérieur ou motif grave, l'intéressé ayant été invité, par lettre recommandée, à se présenter devant le bureau pour fournir des explications. La radiation peut également être constatée par le conseil d'administration en cas de décès des personnes physiques ou la dissolution des personnes morales.

### 6.3. Compétences et délibérations

Le conseil d'administration a la compétence la plus étendue pour toutes les questions relatives à l'administration et au fonctionnement de l'association, ainsi que pour les diverses activités que celle-ci s'est assignée conformément à son objet.

Il élit pour 2 ans en son sein un président, un vice-président trésorier, un trésorier adjoint et un secrétaire, avec les règles d'alternance (le président et le trésorier adjoint appartenant à un collège, le vice-président trésorier et le secrétaire appartenant à l'autre collège) et de rotation à l'intérieur de chaque collège.

Il adopte le règlement intérieur et tous règlements particuliers ou modifications au règlement intérieur.

Il peut instituer deux commissions spécialisées, l'une pour le bâtiment, l'autre pour les travaux publics.

Il institue en tant que de besoin toute autre commission spécialisée pour l'étude des problèmes particuliers relevant des activités de l'association.

Il entend chaque année le rapport du président sur l'activité, la gestion et la situation morale et financière de l'association.

Il tient à la disposition des commissaires aux comptes l'ensemble des documents comptables.

Il approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, élit les membres du bureau et pourvoit, si nécessaire, à leur remplacement, autorise les emprunts, les acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles.

Sur proposition du bureau, il choisit le secrétaire général ou le directeur de l'association en dehors des membres du conseil d'administration.

### 6.4. Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins 3 fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par le président ou à la demande de la moitié plus un de ses membres.

Le conseil ne peut délibérer que si, dans chaque collège, le nombre d'administrateurs est au moins égal à 4. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Les convocations sont faites par lettre simple, envoyée 15 jours à l'avance, indiquant l'ordre du jour. Elles sont adressées également pour information aux secrétaires généraux des fédérations régionales d'employeurs et de salariés. Le conseil d'administration ne peut traiter que des questions portées à l'ordre du jour.

Les délibérations sont constatées par procès-verbal signé par le président et le secrétaire et approuvé lors du conseil suivant. Une copie du procès-verbal est envoyée aux secrétaires généraux des organisations régionales d'employeurs et de salariés et au GFC-BTP.

## **Article 7**

### *Bureau*

Le conseil d'administration élit tous les 2 ans, parmi ses membres, un bureau paritaire composé de 5 membres maximum pour chaque collège et répartis comme suit :

Collège employeurs (la répartition fait l'objet d'un accord régional) :

- fédération régionale du bâtiment ;
- fédération régionale des travaux publics ;
- union fédérale des sociétés coopératives de production du BTP.

Total collège employeurs : 5.

Collège salariés :

- CFDT : 1 ;
- CFTC : 1 ;
- CGC : 1 ;
- CGT : 1 ;
- CGT-FO : 1.

Total collège salariés : 5.

Le bureau se réunit au moins 3 fois par an, sur convocation du président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

Le bureau est chargé de préparer l'ordre du jour et d'assurer l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il prépare le rapport annuel sur l'activité, la gestion et la situation morale et financière de l'association. Le bureau décide de la rémunération du secrétaire général ou du directeur.

## **Article 8**

### *Commissions spécialisées*

Le conseil d'administration peut instituer deux commissions spécialisées, l'une pour le bâtiment, l'autre pour les travaux publics.

Ces commissions sont composées de représentants du collège employeurs et de représentants du collège salariés en nombre égal. Elles sont constituées prioritairement d'administrateurs représentant le bâtiment pour l'une et les travaux publics pour l'autre.

Le secrétaire général de l'AREF participe aux réunions de chacune de ces commissions.

Elles proposent au conseil d'administration pour accord les actions de formation à financer pour les entreprises relevant respectivement du champ de l'OPCA bâtiment et du champ de l'OPCA travaux publics. Elles assurent le suivi des actions de formation retenues et de leur financement.

## **Article 9**

### *Compétences du président, du vice-président trésorier, du trésorier adjoint et du secrétaire*

Le président préside le conseil d'administration et le bureau assure l'exécution des décisions du conseil et du bureau et le fonctionnement régulier de l'association qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile. Le président convoque le conseil et le bureau dont il arrête l'ordre du jour, prépare le règlement intérieur et tous règlements particuliers ou modifications au règlement intérieur ou aux statuts de l'association.

Le président peut se faire suppléer par un mandataire pour un ou plusieurs objets avec l'approbation du conseil. Il peut déléguer, avec l'accord du conseil, certains de ses pouvoirs au secrétaire général.

Le vice-président trésorier seconde le président dans ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le vice-président trésorier vérifie les comptes et procède à tous les contrôles, seconde le président en tout ce qui concerne la gestion financière de l'association. Il présente, chaque année, au conseil, un rapport comptable et financier sur les comptes de l'association ainsi qu'un budget prévisionnel.

Le trésorier adjoint seconde le vice-président trésorier dans ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.

Le secrétaire fixe l'ordre du jour avec le président et signe les procès-verbaux.

## **Article 10**

### *Secrétaire général ou directeur*

Il seconde le président et le vice-président trésorier dans l'exécution de leur mission. Il exécute les décisions du conseil et du bureau et toutes tâches qui lui sont confiées par le président.

Il organise et dirige les services de l'association, recrute et gère le personnel dans la limite du budget voté par le conseil d'administration.

Il participe aux réunions du conseil d'administration, du bureau et à toute commission instituée par le conseil d'administration.

## **Article 11**

### *Conseillers en formation de l'AREF*

Le secrétaire général ou le directeur de l'AREF organise ses services pour répondre aux besoins des deux secteurs du bâtiment et des travaux publics.

## **Article 12**

### *Ressources*

Les ressources de l'association comprennent :

- les dotations des budgets de l'OPCA bâtiment et de l'OPCA travaux publics fixées d'un commun accord pour le fonctionnement de l'association ;
- les rétributions reçues en contrepartie de prestations d'assistance technique ;
- les intérêts des fonds placés ;
- les versements éventuels des entreprises dans la limite de 10 % de leur participation légale, conformément à l'article L. 951-1-4 du code du travail ;
- les aides de l'Etat, de la région ou des aides européennes ;
- toutes ressources autorisées par la loi.

## **Article 13**

### *Remboursement des frais*

Les fonctions de membres du conseil d'administration et du bureau sont gratuites. Les frais nécessités par l'exercice de ces fonctions sont à la charge des OPCA dans les conditions prévues par le décret du 7 août 1996 et par l'accord du 3 décembre 1996 relatif à l'animation et à la gestion paritaire.

## **Article 14**

### *Modification des statuts*

Les présents statuts peuvent être modifiés par avenant par les signataires.

La demande de modification doit être adressée par toute organisation membre de l'association, par lettre recommandée avec accusé de réception, aux signataires.

## **Article 15**

### *Dissolution*

La dissolution de l'association peut être décidée par un conseil d'administration spécialement convoqué à cet effet, sur demande.

## **Article 16**

### *Dépôt*

Les présents statuts font l'objet de la formalité de dépôt auprès de l'autorité administrative compétente, par la partie la plus diligente.